

CAPITAL NATUREL

Définition

Le *capital naturel* regroupe l'ensemble des ressources naturelles utiles directement aux hommes ou qu'il peut exploiter techniquement et économiquement.

Explications

Les ressources naturelles utiles directement aux hommes ou qu'il peut exploiter techniquement et économiquement ne sont pas produites par l'homme, en général, mais il peut les consommer ou les exploiter.

Il comprend par exemple les poissons, les forêts, le pétrole, l'air, l'eau, les paysages, les plantes, les minéraux, etc.

Ce capital peut donc être une source directe de bien-être par les aménités qu'il procure (promenade en forêt, contemplation de la beauté d'un paysage, air respiré, etc.) ou indirecte par l'exploitation que l'homme peut en faire (pétrole transformé en essence, tourisme, bois à vendre, etc.). Il peut aussi être renouvelable (forêts) comme non renouvelable à l'échelle humaine (pétrole).

Indicateurs

Il existe de **nombreux indicateurs** du *capital naturel* : on peut mesurer les réserves de pétrole, de poisson, qualité de l'air, etc. avec des données non monétaires (c'est l'évaluation « physique » en tonnes, en nombre, etc.). L'inconvénient de cette méthode est que l'on ne peut agréger ces données et suivre facilement l'évolution du capital naturel. De plus, du point de vue économique, l'absence d'évaluation monétaire fait apparaître ces biens comme gratuits et donc pousse à leur sur-*exploitation* ou à leur dégradation.

Les **évaluations monétaires**, quant à elles, sont très délicates à mettre en œuvre : s'il est possible, dans le principe, de mesurer la valeur d'une forêt en tant que ressource pour la production de bois, comment évaluer la satisfaction qu'il y a à la contempler ?

Plusieurs méthodes existent, au moins dans les principes, les calculs concrets étant difficiles à faire. Précisons une de ces méthodes d'évaluation, le « consentement à payer » (voir en savoir plus pour compléter ces questions difficiles) pour en montrer l'intérêt et les limites et prenons comme exemple la dégradation d'une rivière du fait de pollutions diverses. Il est possible de construire un questionnaire demandant aux individus de préciser ce qu'ils seraient prêts à payer pour maintenir en état le lieu en question plutôt que de la laisser être polluée : on propose une série de montants et on détermine ainsi pour chaque individu la valeur pour lui du « bien environnemental » en question. Cependant, cette méthode connaît de nombreux biais : par exemple, le montant initial proposé a des conséquences fortes sur la moyenne globale ; la nature du paiement (impôt, droit d'accès, etc.) modifie la réponse et, donc, la valeur de la rivière ce qui est problématique !

Quittons cet exemple pour mettre en évidence une autre difficulté de ces évaluations : la prise en compte du temps. L'épuisement des ressources naturelles ou les effets néfastes de l'augmentation excessive de la concentration en CO2 dans l'atmosphère touchera plus certainement les générations futures dont le consentement à payer aujourd'hui devrait être plus élevé que les générations présentes moins touchées. Comment en tenir compte dans ces calculs ? Comment pondérer la satisfaction des individus présents par rapport à celle des individus futurs ? Souvent, en économie, on estime qu'un *euro* aujourd'hui a plus de valeur qu'un euro plus tard (indépendamment de la question de l'inflation) parce qu'on peut faire un placement de cet argent avec un intérêt. Peut-on en dire de même des biens environnementaux : s'ils sont évalués, supposons, à 10 milliards d'euros dans 15 ans, valent-ils moins aujourd'hui ?

Tendances

Le *capital naturel* ayant une telle diversité qu'il est difficile et sans doute peu pertinent de vouloir, par un chiffre, résumer sa tendance.

Quelques évolutions sur des aspects essentiels du capital naturel sont connues. L'émission de gaz à effet de serre a tendance à augmenter au niveau mondial, même si selon les pays les tendances sont variables. D'après les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), les émissions de gaz à effet de serre ont fortement augmenté depuis les débuts de la révolution industrielle entraînant un accroissement de la concentration de ces gaz dans l'atmosphère. Pour la période récente, il semble que de 1970 à 2000, les émissions ont augmenté de 0,4 % par an ; de 2000 à 2010, l'augmentation serait de 2,2 % par an.

Autre exemple, la biodiversité. Si au cours du temps très long, des espèces disparaissent et d'autres apparaissent, il semble que le réchauffement climatique et la sur- *exploitation* de ressources font que le rythme de disparition des espèces est très supérieur à la normale (la moitié des espèces pourrait disparaître d'ici un siècle). Précisons que ce serait le cas d'un mammifère sur cinq (ours polaire par exemple), d'un oiseau sur huit, de sept plantes sur dix.

Dernier exemple plus optimiste, le trou dans la couche d'ozone. La concentration d'ozone, qui sert de protection contre les rayons ultraviolets dangereux pour la santé publique et qui tendait à se raréfier, semble depuis la fin des années 90 se développer du fait d'un accord international permettant de lutter contre sa disparition.

Enjeux

Un des enjeux (voir cours) est de savoir si la dégradation du *capital naturel* peut ou non être compensée efficacement par l'accroissement d'autres formes de capital (l'exploitation détruit des forêts mais pour fabriquer des pioches...) ou au contraire si les différents capitaux sont plutôt complémentaires (améliorer la qualité de l'air nécessite des connaissances donc du *capital humain*). Dans ce dernier cas, on peut se demander quelles sont les politiques publiques qui peuvent être mises en œuvre pour éviter sa dégradation (voire chapitre 5)

Connaissant les limites du *PIB*, et de son taux de croissance, pour estimer une croissance future soutenable, l'un des enjeux de l'évaluation du capital naturel est de faire en sorte que la comptabilité nationale puisse en tenir compte. À partir des données de la comptabilité nationale, il est possible, au moins dans l'esprit, de tenir compte des coûts écologiques non payés qui compenseraient ou préviendraient la dégradation du capital naturel pour les ajouter à la valeur de *la demande* finale (consommation + *investissement*) : on obtiendrait ainsi le véritable coût de notre *demande globale* et plus largement de notre mode de développement. Le prix de cette demande tiendrait ainsi compte des *externalités* négatives de notre consommation et de nos investissements.

Erreurs Fréquentes

- Croire que le *capital naturel* n'est qu'un bien de production alors qu'il est aussi un bien de consommation (il peut procurer directement une satisfaction, une aménité).
- Oublier que les ressources naturelles renouvelables peuvent s'épuiser aussi par excès d'exploitation.
- Croire que le capital naturel est du même ordre que les autres formes de capital alors qu'il n'est pas toujours produit par l'homme.

En savoir plus

P. Bontemps et G. Rotillon, *L'Économie de l'environnement*, Éd La Découverte, Coll Repères, 2007

L. Abdelmalki et P. Mundler, *Économie de l'environnement et du développement durable*, Éd De Boeck, 2010

A. Vallet, *L'Économie de l'environnement*, Éd Le Seuil, Coll Points, 2002

Sources : d'après <http://ses.webclass.fr/> (+ mise à jour et modifications)